Année XXV. № 653 — 8 Novembre 1924

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Aux Travailleurs !

La faillite de l'Etat.

Tous les partis politiques vous appellent aux urnes en vous faisant des promesses qu'ils savent fort bien ne pouvoir tenir. Le fait se renouvelle chaque année amenant toujours la même déception, qui s'est traduite parfois par un nombre moindre de votants, mais pas encore par l'organisation d'une résistance active et directe du monde du travail, la seule susceptible de nous acheminer vers notre émancipation.

Les politiciens sans distinction se plaisent à nous représenter aujourd'hui l'Etat comme à la veille d'une faillite. En réalité, une entreprise privée dans une pareille situation aurait déjà dû déposer son bilan et se trouverait peut-être sous le coup de poursuites judiciaires. Mais le crédit d'un Etat ne saurait cesser qu'avec la possibilité de pressurer ses contribuables. Et chacun s'accorde à reconnaître que « la matière imposable » est loin d'être épuisée.

A qui la faute ?

Nous nous adressons à vous tous qui vivez exclusivement du fruit de votre travail et qui ne rêvez guère, grâce à une spéculation politique, de troquer votre occupation utile avec une quelconque besogne bureaucratique, et nous voudrions être entendus surtout par ceux d'entre vous qui luttent jour après jour avec les difficultés découlant d'une situation économique aggravée.

Quelle est la leçon des faits et que pouvez-vous donc attendre soit des partis qui s'intitulent de l'ordre bourgeois et conservateur, soit des partis qui prétendent vouloir faire œuvre de progrès et de transformation ?

N'oubliez- pas avant tout que c'est sous la domination toute puissante des hautes classes financières et industrielles — qui dénonçaient avec la plus véhémente indignation le soi-disant désordre des masses travailleuses revendiquant leur droit au bien-être ou même plus souvent seulement quelques maigres améliorations — que nous avons assisté au plus grand massacre et à la plus immense destruction de l'histoire de tous les temps. Ces messieurs n'en continuent pas moins à se poser en représentants de la modération, de l'équilibre, de la civilisation, de l'égal droit pour tous, de toute vertu et morale, alors qu'ils ont froidement commis les crimes les plus atroces et les spéculations les plus hideuses. Leur impudence va jusqu'à menacer l'humanité de nous ne savons quel terrible danger révolutionnaire, comme s'il pouvait y en avoir un plus effrayant que celui d'une boucherie mondiale comme celle que nous devons déjà à leur militarisme.

Nous avons évoqué une fois de plus la guerre, car c'est elle qui a déterminé la situation actuelle et il importe avant tout d'empêcher tout escamotage des responsabilités. La situation financière de la Suisse neutre pourrait d'ailleurs être normale, sans les voleries fiscales des agrariens, industriels et banquiers se chiffrant par centaines de millions. La banque surtout a élevé ces dernières années dans chaque ville les châteaux massifs de sa nouvelle féodalité. Et voici que le peuple plus que jamais dépouillé se trouve encore à intervalles réguliers appelé à exercer sa souveraineté. Quelle dérision !

Restauration capitaliste et contradiction socialiste.

Que nous proposent donc les candidats au gouvernement de tous les partis et comment pouront-ils mener à chef leur tâche ?

Tous nous parlent avant tout de restauration, autant dire qu'il y a eu précédemment œuvre nuisible au pays. Et ce sont ceux-là mêmes à qui elle est due ou qui y ont assisté sans opposition efficace qui s'offrent pour réparer le mal.

Mais serrons les choses de près. A les entendre, ce qui préoccupe tous les partis est avant tout la situation financière. Or, il est à remarquer d'abord que personne ne pourra ou n'osera toucher aux chiffres les plus importants du budget. La discussion portera sur des allocations secondaires ou de nouvelles dépenses ; en sorte qu'il n'y a pas grand changement à prévoir. Il faudra donc avoir recours à de nouveaux emprunts ou à de nouveaux impôts, ou pour mieux dire, aux deux à la fois. En vain, d'aucuns prétendent faire payer les riches et soulager les pauvres. En réalité, dans tous les cantons et villes suisses ou les socialistes sont les plus influents, les impôts n'en sont pas moins très lourds pour la classe ouvrière.

Disons plus. Le socialisme enseignait autrefois que le travail seul étant réellement productif, toutes les charges retombent fatalement sur lui. Le capital ne paiera que ce qu'il aura soustrait d'avance au travail. La raison d'être du socialisme était précisément de rompre ce cercle vicieux, en dissipant d'abord les illusions du radicalisme bourgeois. Les compromissions parlementaires aboutissent ainsi à une regrettable confusion d'idées et de programmes.

La leçon du fascisme.

Une expérience tragique qui aurait dû ouvrir les yeux même aux plus aveugles, vient d'être faite dans un pays voisin. Le socialisme non seulement avait obtenu 156 sièges au Parlement, mais environ 2500 administrations communales et plus d'une vingtaine de Conseils provinciaux comptaient une majorité socialiste. Ces résultats acquis *légalement* ont été anéantis en quelques mois par le déchaînement de la violence bourgeoise la plus criminelle. Et toute notre presse bien pensante a ouvertement approuvé et félicité le fascisme. Cela signifie que le jour où l'action parlementaire pourrait réellement — et nous persistons à ne pas y croire — menacer l'intérêt capitaliste, le monde du privilège n'hésiterait pas à recourir au brigandage le plus infâme, aux gardes civiques et aux formations militaires déjà munies de mitrailleuses et reconnues par l'autorité militaire fédérale.

Pourquoi donc persister dans une action qui ne sera tolérée qu'en tant qu'elle sera anodine ? Pourquoi ne pas envisager d'ores et déjà pour s'y préparer moralement et matériellement la situation qui nous sera faite par les classes nanties apeurées ?

Après expérience faite.

Que reste-t-il donc de tous les programmes électoraux du passé? Qu'est-il résulté des prétendues victoires populaires, sinon la même gêne et la même insécurité, lorsque ce n'est pas la même misère ?

Nous connaissons bien l'argument par lequel les politiciens nous persuadent d'aller aux urnes : « Faisons toujours cela en attendant de pouvoir faire mieux ».

En réalité, l'électeur bercé par de vains espoirs, ne se pose guère à lui-même les problèmes dont il attend la solution gouvernementale. Voter signifie dans le meilleur des cas se décharger sur quelques-uns d'une besogne à laquelle le concours de tous est indispensable. Voter c'est donner notre adhésion à un régime établi contre nous et qui ne peut être transformé *par* mais *contre* ses institutions. D'autre part, la catastrophe de 1914 nous a montré que toute l'organisation politique syndicale et coopérative du socialisme était impuissante à opposer la moindre résistance ; dans les pays mêmes où elle ne s'est pas prononcée pour la guerre, elle n'a su qu'aider la bourgeoisie à la poursuivre. Après cela, nous considérons comme une trahison de s'en tenir à une soi-disant *vieille tactique éprouvée.*

Aux heures les plus tragiques de l'histoire, celle-ci a fait du prolétariat tout entier un immense troupeau livré sans défense aux sanglants bouchers de l'ordre capitaliste. Rien n'est plus navrant que de se dire que même une leçon immense et aussi terrible que celle de la guerre n'a servi à rien au monde du travail.

Organisme social et mécanisme politique.

Parlement et Gouvernement ne peuvent fonctionner que contre nous. Toutes les déclamations ne changeront rien au fait que dans leur sein on ne saurait que travailler à la consolidation du régime actuel.

La résistance à l'oppression et à l'exploitation doit s'accomplir directement au jour le jour par les masses laborieuses. Une émancipation par délégation est une ridicule absurdité. Tout pouvoir délégué est un pouvoir escamoté. Nulle solution n'est jamais venue des Conseils politiques qui ne savent que temporiser en attendant que la société retrouve d'elle-même un équilibre d'ailleurs toujours instable dans un monde aussi profondément divisé que le nôtre.

Que voulons-nous ? Une transformation complète de la possession, la production, la jouissance, la répartition et l'échange des richesses, afin que « chacun ait assez et personne de trop », selon la parole de Rousseau. C'est donc à l'organisme social et non au mécanisme politique que nous devons avant tout nous attaquer. Le pouvoir politique n'a jamais été que l'expression de la constitution économique de la Société. Chacun se rend bien compte ainsi qu'il n'est pas possible de ne pas pactiser avec la haute finance à moins d'une révolution. Ramener toute la lutte dans l'enceinte par-

lementaire c'est donc rendre le prolétariat impuissant.

D'autre part, nous ne perdrons pas notre temps à combattre cette soi-disant théorie communiste et révolutionnaire qui voit dans un retour à l'absolutisme d'Etat le salut des peuples. La dictature a été et sera toujours la tyrannie. Inutile d'espérer en tirer notre émancipation ; elle retourne forcément à l'ancien privilège au profit de nouveaux privilégiés. L'exemple de la Russie est frappant à ce sujet.

La question sociale.

Que faire donc ? Voilà la grande objection qui nous est faite. Nous ne saurions formuler ici une réponse qu'il appartient précisément de donner à l'ensemble des forces actives d'une société, chacune dans le domaine qui lui est propre d'abord, et pour les rapports les plus variés entre elles ensuite. Mais le fait même que cette question ne se pose pas aux masses qui en attendent de leurs représentants la réponse, au lieu de s'essayer à la donner elles-mêmes, suffirait à condamner le régime représentatif. Il a semblé d'abord que par le suffrage, le prolétariat se trouvait intéressé à la vie publique. Au lieu de cela, si d'une part, l'électeur ne fait que légitimer périodiquement *l'ordre* établi contre lui, d'autre part il se décharge, en votant, du soin de penser et d'agir lui-même.

C'est ainsi que la question sociale ne se trouve pas posée collectivement dans la vie de tous les jours ; elle s'impose de temps à autre aux heures les plus critiques à des masses non habituées à l'envisager et encore moins à la résoudre au mieux de leurs intérêts. De là le pataugeage perpétuel du *peuple souverain* dans les marécages de la politique parlementaire ; de là l'impuissance incroyable de millions d'hommes pourtant groupés soi-disant pour agir.

Voter signifie croire que quelques-uns parmi nous peuvent ce que nous ne pouvons tous ensemble ; voter c'est renouveler l'ancienne superstition religieuse consistant à compter sur une force mystérieuse en dehors de nous et pouvant tout pour nous. La confiance dans les urnes n'est que le résultat du manque de confiance en soi-même !

Travailleurs, le système électoral n'est qu'une autre application de la théorie du moindre effort dont vous n'avez été que trop souvent victimes. Pensez donc à l'immense et criminel effort que vous avez dû consentir pour la mort et la destruction, n'ayant su faire de votre mouvement une puissance directe et active pour la vie et la création d'un monde nouveau.

Voter c'est abdiquer ! Travailleurs, ce que vous demandez à vos candidats sachez vous entendre et vous grouper pour le réaliser jour après jour dans les faits. Le gouvernement n'a d'autres forces et moyens que ceux qu'il vous emprunte. Refusez-les et apprenez à vous en servir vous-mêmes. Votre succès est à ce seul prix.

Personne aux urnes !

Vive l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes !

Vive la Révolution sociale !

Groupe anarchiste du „Réveil".

L'Histoire du Mouvement Makhnoviste par ARCHINOFF

C'est l'exposé véridique et émouvant du formidable soulèvement des masses ouvrières et paysannes de l'Ukraine (1918-1921), luttant à la fois contre les armées envahissantes de la contré-révolution et contre les entreprises d'étouffement de la dictature bolcheviste.

Un fort volume de 420 pages, avec un portrait de Nestor Makhno, une carte démonstrative de la région du mouvement et une préface de Voline.

Prix : 3 francs.

La Ligue pour la morale publique

Tel est le titre que porte une association de messieurs qui se sont décidés à lutter de toutes leurs forces contre les lectures immorales, les gravures obscènes, les spectacles susceptibles de faire rougir les jeunes filles ou les vieux messieurs pudibonds.

Cette ligue a déployé une activité extraordinaire et sa principale fonction a consisté, jusqu'à ce jour, à poursuivre sans répit les marchandes de tabac, qui osaient mettre en vitrine des cartes postales sur lesquelles s'étalaient de petites femmes au déshabillé... exagéré. Mais oui, madame, quelle horreur !

Cette formidable activité ne s'est pas bornée à cela. Avec un conrage admirable (je n'ose pas dire *culot*), ces messieurs de la ligue se sont amusés à barbouiller de noir les affiches de deux théâtres de notre ville prétextant que celles-ci, par leurs titres suggestifs, étaient attentatoires à la morale publique.

Je ne veux pas discuter ici si, oui ou non, ces affiches méritaient un tel sort. Ce que je veux relever, c'est la façon de procéder de ces moralistes. Ces messieurs pratiquent l'action directe. Nul besoin pour eux de s'occuper des lois. Les lois ? c'est de la blague ; les gendarmes ? on fera son possible pour ne pas se faire pincer ; le public ? on s'en f...! On achète pour deux ronds de noir de fumée, on se munit d'une échelle et allez donc... c'est pas plus malin que ça.

Mais, hélas !... cette activité a été interrompue dernièrement d'une façon bien pénible !

M. le pasteur Chavanne s'est fait pincer en train de tenir une échelle sur laquelle était juché le président de la ligue. Ce dernier était fort occupé à barbouiller une affiche licencieuse, quand la police est arrivée. Ces deux dévoués camarades de la ligue furent conduits au poste.

Mon pauvre vieux pasteur, était-ce vraiment la peine de faire un travail aussi inutile pour en arriver là ? Au poste !

Si vous aviez carrément lutté contre les causes de ces immoralités et non contre les effets, vous me seriez sympathiques ; mais, hélas ! votre ligue ressemble fort à une vaste hypocrisie.

Vous cherchez les poux parmi la paille, quand il y a des foyers d'immoralité autour de vous. Si vous aviez dépensé votre énergie, votre ténacité, votre *culot* (car vous en avez, peste !) à lutter contre les exploiteurs qui donnent aux travailleurs juste le salaire nécessaire pour que ceux-ci arrivent à se tenir debout, si vous aviez protesté contre les usines d'immoralité, que l'on nomme les « grands magasins », où l'on voit des jeunes filles obligées de se vendre à de vieux dégoûtants, leurs salaires ne leur permettant pas de vivre honnêtement ; qu'en pensez-vous, Monsieur le pasteur ?

Vous n'êtes vraiment pas logique. Vous faites la chasse aux cartes postales et vous restez insensible devant les étalages de chairs peintes, poudrées, pommadées, truquées en un mot, des femmes de la haute !

Si vous n'avez pas l'occasion d'être introduit dans un salon, payez-vous le théâtre un soir de gala. Vous y trouverez de quoi vous scandaliser. Vous en verrez des déshabillés, des robes qui commencent au genoux et finissent tout de suite. Vous trouverez, alors, votre propagande contre les affiches et les cartes postales bien anodine.

La bourgeoisie, elle-même, ne pratique-t-elle pas la prostitution sur une grande échelle ? Rares sont ceux qui ne cherchent pas pour leur fille un « beau nom ». L'amour ? Peuh, la belle affaire. Le prétendant est taré, il est cuit, mais il a un beau nom, il appartient à une famille « honorable ».

Est-ce de l'immoralité, oui ou non ?

Voulez-vous encore un foyer d'immoralité ? Allez faire une tournée au Grand Conseil, les séances ne coûtent rien, ça vaut le voyage ! Vous apprendrez comment on peut mentir impunément, renier sa parole, renier ceux qui ont eu confiance en vous. Vous assisterez à de véritables combats oratoires qui ne sont que mensonges, vous verrez comment on abuse de la bonne foi d'un populo ignorant et naïf.

Je pourrais encore vous faire toucher du doigt bien des immoralités, et vous faire toujours constater que celles-ci viennent d'en haut, et que malheureusement la classe laborieuse en reçoit des éclaboussures.

Vous pourrez le constater, Monsieur le pasteur, je vous donne des idées épatantes pour votre prochaine compagne, si toutefois le clou ne vous a pas trop refroidi.

Encore une chose, à temps perdu, pendant que vous y êtes, prenez la Bible, et lisez-la attentivement, impartialement. Supprimez-en les nonsens, les contradictions, les malpropretés, les mensonges. Ce travail accompli, votre œuvre sera complète et vous aurez bien mérité de la postérité.

Le flaneur.

Le diable est bien malin, dit le proverbe. Le proverbe a raison. Le diable n'était-il pas parvenu, en effet, assez généralement, du moins jusqu'ici, à inspirer aux meilleurs démocrates, tout à fait à leur insu, l'esprit monarchique et aristocratique le mieux caractérisé ? Sous couleur de l'intérêt du Peuple, du salut de la démocratie, ne leur avait-il pas toujours insinué, souvent avec succès, que leur domination, leur gouvernement, tranchons le mot, leur dictature, — temporaire sans doute, — était la condition nécessaire de la réforme démocratique de la société ?

Victor Considérant (1850).

Le Populo au Candidat : — **Ferme-la, ou les... bulletins de vote vont pleuvoir...**

ESCAMOTAGE et DUPERIE

Autrefois le peuple de Rome eut ses tribuns. Ils se présentaient, eux aussi, devant le Sénat, mais ils ne siégeaient pas dans le Sénat ; ils restaient à la porte. Ils ne prenaient pas part aux délibérations de ces patriciens, qui étaient par leur position les exploiteurs-nés du travail. Ils n'en connaissaient que pour y opposer, si besoin était, leur *veto*. Comme leur situation était franche, leur attitude était loyale ; elle était digne du peuple et d'eux-mêmes qui le représentaient. Il n'en est pas ainsi de nos députés de la plèbe. Comme ils font partie de l'assemblée, — absorption fallacieuse, — ils se soumettent lorsqu'ils y entrent, d'avance, implicitement, à toutes les décisions de sa majorité, y compris les résolutions qu'elle ne manquera pas de prendre contre les droits de leurs commettants. Ils les sanctionnent au nom du peuple par leur acceptation légale. C'est le dernier mot de l'escamotage, dont le prolétariat est la dupe.

E. Leverdays.

NOTES EN MARGE

La preuve est toujours à faire.

En 1846, James Fazy, l'artisan de la réforme électorale qui a rendu au peuple de Genève le droit de vote que l'aristocratie lui avait confisqué, disait dans uu rapport après la révolution qui l'avait rétabli :

Il s'agit de prouver au monde que le plus haut degré de liberté pratique pour un peuple est aujourd'hui le meilleur moyen de résoudre certaines questions sociales embarrassantes, de donner des solutions à tous les problèmes de l'acquisition et de la distribution des richesses, de répandre le bien-être par un travail toujours bien entendu sous de pareilles conditions, enfin d'assurer le mieux l'ordre et la paix.

Eh bien, ce qu'il s'agissait de prouver n'a pas été prouvé du tout. D'abord, c'est une mauvaise plaisanterie que de faire du suffrage universel « le plus haut degré de liberté pratique pour un peuple » ; ensuite, quelles « solutions à tous les problèmes de l'acquisition et de la distribution des richesses » avons-nous eu pendant presque quatre-vingts ans de votations et d'élections ?

Ce n'est pas seulement le bilan financier de l'Etat bourgeois qui solde par un gros déficit ; le bilan moral en accuse un plus grave encore. Certes, des progrès ont été accomplis malgré tout, mais ils sont toujours dus au travail fécond et nullement à la politique toujours stérile.

Ce qu'il faut savoir.

Ces messieurs de l'U. D. E. (Union des Exploiteurs) veulent bien travailler à notre instruction. Ecoutez les :

Sait-on que le 31 décembre prochain 35 millions de rescriptions devront être remboursées, la Banque Nationale ayant déclaré ne plus pouvoir faire de réescompte ? Il s'agira de lancer un emprunt et les difficultés actuelles rendent cette opération malaisée.

Sait-on que si la rentrée des impôts s'effectue dans les meilleures conditions, la caisse de l'Etat sera néanmoins totalement vide au 31 décembre ?

Sait on que l'Etat de Genève se trouvera sans argent frais de décembre à mai, date à laquelle commencera une nouvelle rentrée d'impôts ?

Pourquoi ne pas ajouter : Sait-on que le service de la dette publique coûtera à lui seul plus de dix millions, autant dire soixante francs environ par tête d'habitant ? Sait-on la somme de travail qu'ouvriers, employés et paysans doivent fournir pour une telle somme, alors que les rentiers n'ont d'autre peine que de détacher leurs coupons pour les encaisser ?

Travaux publics.

Les feuilles électorales, dans un vulgaire but de réclame de parti, il est vrai, nous en content de bien bonnes. Ainsi dans le rapport sur la gestion des Travaux publics, ou peut lire que d'après les chiffres du Département « on aurait ainsi cylindré une largeur « moyenne de 6m37 sur une route de 5m20 « de largeur moyenne. Comprenne qui « pourra. »

C'est très facile à comprendre. Il y a eu une volerie de plus qui ne fait pas tache dans le tableau. Loin de là, elle s'harmonise on ne peut mieux avec l'ensemble.

Et le socialisme ?

Dans *Le Travail*, nous lisons le programme socialiste ainsi formulé en sept points :

1. Rétablissement des finances cantonales mises en piteux état par la gestion des conservateurs ;
2. Réorganisation et développement de l'instruction publique selon les principes d'une saine administration et selon les nécessités modernes ;
3. Réorganisation et centralisation de l'administration cantonale ;
4. Stricte application et développement des lois de protection ouvrière, qui seront toujours tenues à la hauteur des exigences modernes ;
5. Humaine application des lois en vigueur sur l'assistance publique, à l'exclusion de tout gaspillage ;
6. Simplification du majestueux appareil administratif et répressif du Département de Justice et Police ;
7. Réorganisation et simplification au Département des Travaux publics.

Bonne récompense à qui saura découvrir en tout cela quoi que ce soit de socialiste. Le tout a évidemment pour but de maintenir et consolider le fonctionnement du régime capitaliste. Il est permis de croire qu'il n'y a rien de plus urgent pour le prolétariat, mais alors pourquoi continuer à se réclamer d'un socialisme bien absent ?

Jonglerie de mots.

M. Edmond Turrettini, candidat de l'U. D. E. au Conseil d'Etat, bien qu'il n'aime pas « jongler avec les mots », si l'on en croit *La Suisse*, a fait cette déclaration :

J'ai foi dans l'avenir de Genève basé sur l'ordre, le travail et l'union, je ne crois pas à l'avenir de Genève dans le désordre, la dispute, les luttes de classes.

N'est-ce pas là une véritable jonglerie de mots ? Ordre, travail, union, c'est vite dit, mais encore de quel ordre veut il parler ? De celui qui se traduit par la devise : tout pour un et rien pour tous ? l'ordre dans la misère subie par les uns et le privilège incontesté des autres ? Quant au travail, que penser d'un ordre où, précisément, des milliers d'individus n'en peuvent trouver ? Et pourquoi parler d'une union, dont M. Turrettinr exclue la possibilité, puisqu'il veut le maintien de conditions sociales opposées les unes aux autres ?

Désordre, dispute et luttes de classes ne sont que l'expression d'un état social aux forces antagoniques et ne vieudront certes pas à cesser en jonglant avec des antonymes.

ERRICO MALATESTA **Au Café** Edition revue et augmentée

Ce livre est un petit chef-d'œuvre de clarté et de précision. Les principaux problèmes de théorie et de pratique anarchistes y sont traités de magistrale façon par le remarquable militant Errico Malatesta, dont la vie de propagandiste, depuis un demi-siècle, est un modèle d'activité et de désintéressement.

En vente au RÉVEIL : broché fr. 1.50, relié fr. 2.

La Constituante

Une question à discuter.

Voici un article écrit surtout à un point de vue italien, mais la question de la Constituante pourra aussi se poser ailleurs au lendemain d'une révolution, comme cela a été précisément le cas pour la Russie, aussi croyons-nous utile de le traduire.

* * *

L'attention des anarchistes a été attirée sur la nécessité de discuter leur attitude éventuelle vis-à-vis d'une assemblée constituante.

La chose est en effet nécessaire et urgente, car il me semble que quelques anarchistes dans leur grand désir de « vivre dans la réalité » risquent de tomber dans une souricière.

Avant tout, il faut distinguer s'il s'agit d'une Constituante convoquée avant et sans révolution en régime monarchique et capitaliste, ou d'une Constituante qui devrait se réunir après la période insurrectionnelle proprement dite pour donner des formes concrètes et stables à la nouvelle organisation surgie de la révolution.

Dans le premier cas, la Constituante serait le plus naïf et le plus jésuitique service à rendre à la monarchie. Ce serait la répétition de la comédie des plébiscites, un moyen pour redonner à la monarchie une virginité, avec l'éclat d'un consentement populaire apparent. Car personne, connaissant tant soit peu les conditions actuelles d'Italie, ne peut douter, je crois, que les élections faites aujourd'hui, sans être précédées d'une révolution, donneraient un résultat différent de l'ordinaire, uniquement parce qu'au lieu de Parlement on dirait Constituante. D'ailleurs, si par hasard on voyait le danger d'une majorité antimonarchique, le Fascisme a démontré même aux aveugles comment le « consentement » est conquis par celui qui dispose de la force.

La Constituante a été réclamée par la Confédération du Travail, et elle est réclamée par beaucoup de républicains qui se déclarent prêts à se soumettre au régime monarchique si telle est la volonté de la majorité. Je ne serais pas étonné que Mussolini se servît d'un tel moyen pour rester au pouvoir ou tout au moins pour s'en tirer au meilleur compte possible.

Mais, nous dira-t-on, nous ne pouvons faire aujourd'hui la révolution. C'est possible, mais ce n'est pas une raison pour nous mêler au troupeau des votards, accepter ainsi les résultats de la votation et renoncer aux raisons de l'avenir.

Ne pouvant faire davantage, nous aurions à continuer notre opposition à l'autorité, notre propagande et notre préparation pour les prochains événements.

Voyons maintenant le cas d'une Constituante à réunir après la révolution. D'aucuns nous disent : Nous en parlerons plus tard ; ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir pris. Mais je crois qu'il faut en discuter à présent, parce que lorsqu'il faudra agir, il y aura peu de temps pour discuter, ou d'autres agiront et nous couperont la route pendant que nous discuterons.

C'est pourquoi j'affirme tout de suite que je ne vois pas pourquoi nous n'appliquerions pas à la Constituante toutes les critiques que nous faisons ordinairement au parlementarisme. C'est toujours un corps législatif élu à la majorité qui vote la constitution à la majorité et l'impose par la force aux dissidents, qui pourraient aussi être la majorité réelle. Et c'est toujours le peuple qui renonce à son initiative et se soumet préalablement à tout ce qui sortira de l'alchimie parlementaire.

Comme nous ne sommes qu'une petite minorité de la population, et que la grande masse est encore pénétrée de l'esprit d'autorité et de sujétion, il est probable que l'insurrection aboutisse à une Constituante laquelle, comme à l'ordinaire, cherchera à couper les ailes à la révolution, en créant un Etat qui reprendra au peuple le plus possible des conquêtes faites par lui pendant les premiers temps encore agités par la secousse insurrectionnelle. Il y aura certainement un reste, qui sera le progrès effectif réalisé par la révolution ; et ce reste sera d'autant plus grand que les conquêtes faites directement par le peuple seront plus importantes, plus profond son amour de la liberté, plus enracinées ses habitudes d'action libre.

Pour cela nous aurons a retarder le plus possible la convocation de la Constituante et entre temps à travailler à l'organisation libre de la vie sociale. Et lorsque la Constituante sera convoquée et réunie, nous devrons nous refuser à la reconnaître (après n'avoir pas participé à son élection) et réclamer pour nous et ceux qui seront d'accord avec nous la liberté de s'organiser comme ils l'entendent et les moyens de le faire.

Et pour la coordination nécessaire de l'œuvre des groupes, des communes, des régions, de la nation, nous aurons à opposer à la Constituante ou à tout autre corps législatif, des congrès, des conventions locales, régionales, nationales, ouvertes à tout le monde pour renseigner, conseiller, prendre des initiatives — sans prétendre faire la loi et imposer à autrui par la force leurs délibérations.

J'ai écrit à la hâte ces quelques réflexions.

Je recommande aux camarades d'étudier sérieusement la question et de la discuter dans nos groupes et dans notre presse.

Il s'agit de toutes les raisons de l'anarchisme qui sont ainsi mises en discussion.

Errico Malatesta.

(*Traduit de* Pensiero e Volontà.)

N. d. R. — Nous signalons sans autre une question subsidiaire, suggérée par la plus douloureuse des expériences : Comment empêcher que notre opposition à la Constituante ouvre la voie à la dictature ?

UNE DÉFINITION.

« TOUS LES SOCIALISTES entendent par « Anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, « l'abolition des classes, une fois atteint, le « pouvoir de l'Etat, qui sert à maintenir la « grande majorité productrice sous le joug d'une « minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, « et les fonctions gouvernementeles se transfor- « ment en de simples fonctions administra- « tives. »

D'après cette définition de Marx, le Père éternel du socialisme, le but du mouvement prolétaire une fois atteint, il en résulterait l'Anarchie. Ce qui n'empêche tous les socialistes de déclarer que les mots socialisme et anarchie hurlent d'être ensemble.

Sauvons Sacco e Vanzetti !

Genève. — Imp. 23, Rue des Bains

L'Etat et la Révolution

Sous ce titre Arthur Arnould, membre de la Commune de Paris, l'une des personnalités les plus remarquables de cette *minorité socialiste* qui sut le mieux dégager pour l'avenir la signification de la révolution communaliste, publiait en 1877 un livre pour démontrer qu'*Etat et Révolution sont deux forces contradictoires, incompatibles.* C'est une réponse anticipée au livre du même titre où Lénine essaie en vain d'éliminer cette antinomie en faveur de la dictature de son parti. Les deux chapitres qui suivent, comme tout le livre d'Arnould d'ailleurs, n'ont rien perdu de leur actualité et, après expérience faite de l'*Etat ouvrier*, acquièrent même une valeur plus grande qu'il y a une cinquantaine d'années. En effet, ce qui n'était alors que prévision devient aujourd'hui, avec l'Etat bolcheviste, constatation de faits.

L'ÉTAT BOURGEOIS.

L'Etat, par l'organe maussade de M. Dufaure, s'écriait un jour, du haut de la tribune versaillaise :

« Le gouvernement n'est point chargé de pourvoir au bonheur et au bien-être des citoyens. Sa mission est de maintenir l'ordre, et de veiller au respect et à l'application des lois. »

Nul ne saurait nier, en effet, qu'il ne remplisse avec ardeur ce double sacerdoce.

Il maintient l'ordre à l'aide de la Nouvelle-Calédonie et des poteaux de Satory.

Il respecte les lois du coup d'Etat, et, quant aux autres, il les applique ou les ignore, suivant son bon plaisir, aboyant aux républicains, remuant la queue et faisant le beau devant le père Dulac, — de telle sorte que notre prétendu gouvernement libéral, constitutionnel et parlementaire, fruit de quatre-vingts années de luttes gigantesques en faveur du droit, pourrait rendre des points à l'absolutisme du sultan des Turcs, de l'empereur du Maroc ou du roi de Dahomey, avec la franchise en moins et cette aggravation que chez nous les fonctionnaires, au lieu de veiller sur la vertu des odalisques, le cimiterre au flanc, veillent sur les libertés publiques, — la police correctionnelle au poing et l'armée aux dents.

Donc, voilà le gouvernement qui ne peut rien, — de son propre aveu, — pour le bonheur et le bien-être du peuple.

Or, comme, d'autre part, sa mission est de maintenir l'ordre, — c'est-à-dire de décréter l'immobilité, — et d'assurer le respect des lois existantes, — c'est-à-dire de s'opposer aux réformes, — il s'ensuit, de la façon la plus claire et la plus catégorique, que sa seule fonction consiste à empêcher les citoyens de conquérir ce bonheur et ce bien-être, qu'il se déclare, avec raison, incapable de leur procurer.

En effet, qui pourrait s'opposer aux réformes réclamées par les intéressés ?

Les intéressés ?

Cela est absurde.

Il est bien certain que, lorsque les travailleurs se plaignent de la condition à laquelle les soumet le salariat, et demandent un remaniement complet de la législation en vertu de laquelle ils sont asservis au capital, — ce ne sont pas ces mêmes travailleurs qui s'opposent ensuite à la suppression des articles du Code civil dont ils viennent de demander l'abolition radicale.

Qui donc, alors, vient dire aux salariés :

— Vous resterez salariés !

Qui donc fusille les récalcitrants, ceux qui luttent aujourd'hui, comme luttaient hier leurs maîtres, pour la conquête d'un sort meilleur ?

Qui ? — L'Etat !

Qui ? — Le gouvernement ! Le gouvernement, QUEL QU'IL SOIT !

Non, — dira-t-on, peut-être. — Ce sont les capitalistes, ce sont les patrons, les bourgeois, les hommes des classes dirigeantes, dont l'égoïsme se refuse à toute concession et ne peut concevoir la bonheur et le bien-être, là où ils seraient le fruit du travail et le lot commun, au lieu d'être le produit du hasard ou de l'agiotage, et le privilège du plus petit nombre.

Il y a là, certes, du vrai ; mais, pourtant, les capitalistes sont moins nombreux que les travailleurs, les patrons moins nombreux que les ouvriers, les exploiteurs moins nombreux que les exploités, les bourgeois moins nombreux que les prolétaires et les paysans, les *dirigeants* moins nombreux que les *dirigés*.

Comment se fait-il donc, que dans tout conflit entre les uns et les autres, ce soient toujours les moins nombreux, c'est-à-dire les plus faibles, qui écrasent les plus nombreux, c'est-à-dire les plus forts ?

Quel est ce miracle ?

D'où vient qu'ici, contrairement à toutes les lois de la nature, le poids le plus léger l'emporte sur le poids le plus lourd ?

Il n'y a pas de miracle !

Il y a l'Etat !

L'Etat qui brandit son grand sabre et pourfend les réclamants, puis essuie sa flamberge, se frise les moustaches et passe la parole à quelque avoué retors et octogénaire qui déclare que le gouvernement ne peut rien pour le bonheur et le bien-être des citoyens.

Pardon ! — C'est une légère erreur.

— Il peut tout pour le bonheur et le bien-être des privilégiés, en maintenant leurs privilèges par la force, — et il peut tout contre le bonheur et le bien-être du grand nombre, en le maintenant, par la violence, dans son séculaire esclavage.

Ne vous en prenez donc ni aux capitalistes, ni aux privilégiés, — comme le taureau qui se jette sur le drap rouge du matador, sans voir l'épée qui le percera tout à l'heure.

Leur mauvaise volonté est certaine, — mais impuissante.

Seuls, capitalistes et privilégiés ne pourraient rien, ni pour eux, ni contre vous.

Supprimez la *dictature gouvernementale*, et il n'y a plus en face que des hommes semblables, que des forces économiques dont l'équilibre s'établirait immédiatement par une simple loi de la statique.

Il y a ici le Capital, là le Travail. Ils se sont mutuellement nécessaires. Il faudrait bien qu'ils s'entendissent sur la base de l'équité, car le capital n'étant plus monté en croupe derrière les gendarmes, et le travail n'ayant plus sur lui la gueule des mitrailleuses, la partie devient égale, et ce qui décide, c'est la justice, la force réelle qui se trouve du côté des déshérités actuels.

Non, ni les privilégiés, ni les classes supérieures, ni les capitalistes, ni la bourgeoisie, — rien de tout cela ne prévaudrait contre le bon droit et les lois logiques de l'économie sociale, sans la dictature de l'Etat qui, elle-même, ne vit que par la Centralisation et l'Unitarisme.

Que l'Etat fasse place à l'Autonomie fédérale, et toutes les mauvaises volontés, tous les égoïsmes, n'étant plus étayés par la poutre gouvernementale, retombent dans la poussière.

C'est donc l'Etat, l'Etat seul, qui fait votre faiblesse et votre misère, comme il fait la force et l'outrecuidance des autres.

Il ne peut résoudre la question sociale dans votre sens, — puisqu'il l'a déjà résolue dans le sens opposé, — et il ne vous laissera jamais la résoudre contrairement à lui, puisqu'il a la force, d'une part, et que, d'autre part, son rôle c'est de veiller au maintien des lois existantes qu'il a faites et qui constituent son omnipotence.

Sans doute, — répondent quelques-uns, — il en est ainsi avec l'*Etat bourgeois*, mais il en serait tout autrement avec l'ÉTAT OUVRIER.

C'est ce que nous allons voir.

L'ÉTAT OUVRIER.

L'Etat, aujourd'hui, est le représentant, l'organe de la dictature des classes dirigeantes, c'est l'*Etat bourgeois*, — soit !

Si, demain, il avait à sa tête, au lieu de caporaux cléricaux et d'avocats normands, des hommes imbus des idées les plus libérales, les plus radicales, les plus révolutionnaires, — des ouvriers même, si vous voulez, — cet *Etat ouvrier* en serait-il moins l'Etat ?

L'Etat en serait-il moins la dictature ?

Et la dictature en serait-elle plus apte à fonder la liberté et à trancher la question sociale ?

Non. — Jamais la dictature, une dictature quelconque, ne représentera le peuple.

Elle représente bien la bourgeoisie et la classe dirigeante, — dit-on.

Sans doute.

Mais qu'est-ce que la bourgeoisie ?

Qu'est-ce que la classe dirigeante ?

Une oligarchie qui a des intérêts propres, des intérêts particuliers, en contradiction avec l'intérêt général.

On comprend donc facilement qu'elle puisse s'incarner en un petit nombre d'individus, imposer une loi conforme à ses convoitises, sans respect du droit d'autrui, et se partager les bons postes de la société, sous l'égide d'un gouvernement qui représente exactement ses passions et ses appétits.

Toute oligarchie ne peut vivre que par la dictature. — Elle est la dictature elle-même.

Mais comment voulez-vous que la dictature représente le peuple, — c'est-à-dire l'*universalité* des intérêts réglés par la justice ?

En fait, la dictature ne peut jamais s'exercer que par un nombre extrêmement restreint d'individus, et ne peut subsister qu'à la condition d'une effroyable centralisation qui concentre dans leurs mains tous les ressorts de la société et tous les moyens d'action.

Elle est donc absolument le contraire du *gouvernement direct du peuple par le peuple*, et par conséquent elle dépossède le peuple.

Supposons que ce soient des ouvriers qui exercent cette dictature au soi-disant profit des ouvriers, des socialistes au soi-disant profit du socialisme.

Qu'y aura-t-il de changé pour cela ?

Pourquoi confier la solution du problème et le triomphe de vos intérêts à quelques-uns d'entre vous ?

Croyez-vous que ces quelques ouvriers connaîtront mieux la question ouvrière que la classe ouvrière elle-même ?

Qu'ils sauront, mieux que l'ensemble de leurs camarades, trancher les questions pendantes, et trouver ce qui convient à tous et à chacun ?

Croyez-vous enfin que, parce que l'Etat, le gouvernement, sera occupé par des ouvriers, il aura cessé d'être un mécanisme *au dessus et en dehors* de vous, une force centralisée dans quelques mains au détriment de la liberté et de la sécurité de tous ?

Quand vous leur avez confié tous les droits et tous les pouvoirs, à ces ouvriers, vos frères, qui ont aujourd'hui les mêmes intérêts que vous, parce qu'ils subissent comme vous l'écrasement commun, — que vous reste-t-il, à vous, la masse, pour vous protéger contre les erreurs et les trahisons toujours possibles de vos délégués ?

Qui vous prouve qu'ils continueront de voir et de sentir comme vous, quand, au lieu d'être le grain que la meule broie, ils seront devenus, à leur tour, la meule qui broie le grain ?

Mais admettons, pour un instant, que ces ouvriers, ces prolétaires, devenus le gouvernement, restent purs, impeccables et dévoués, que le Pouvoir ne leur tourne pas la tête, et qu'ils cherchent, de bonne foi, à résoudre la question sociale, sans aucune arrière-pensée.

Supposons même que vous ne vous soyez pas trompés dans vos choix, que vous ayez bien désigné les plus capables et les plus intelligents, en même temps que les plus honnêtes.

Nous voulons tous la justice, l'égalité sociale. — Là dessus, point de discussion.

Mais, pour les uns, cette justice s'appelle le Communisme, pour d'autres le Phalanstère, pour d'autres le Collectivisme, pour d'autres le Mutuellisme, pour d'autres la Coopération, etc., etc.

Quelle solution adoptera l'*Etat ouvrier* ?

La Communiste ? — La Proudhonienne ? — La Fouriériste ? — La Saint-Simonienne ? — La Collectiviste ? — Celle de Karl Marx ? — Celle de Bakounine ? — Ou celle du Congrès ouvrier ?

Il est bien évident, en effet, que l'Etat, que la dictature, ne peut les adopter toutes à la fois, organiser à la fois le travail sur la base communiste, collectiviste et individualiste, suivre Proudhon et accepter Cabet, légiférer au nom de Fourier et décréter au nom de Saint-Simon, fonder l'égalité absolue sur l'équivalence des fonctions, et établir, d'autre part, le gouvernement des capacités.

Puisqu'il est l'Etat, il est l'Unité et la Centralisation. Il faut donc qu'il choisisse une solution à l'exclusion des autres.

Laquelle ?

Et qu'il la codiue et l'impose.

En vertu de quelle infaillibilité ?

Car s'il ne choisissait pas et n'imposait pas, que serait cet Etat-soliveau, et à quoi servirait-il ?

Remarquons bien, de plus, que la science sociale est une science non pas finie, mais qui commence, et ne sera jamais terminée.

Chaque jour, en effet, une nouvelle découverte industrielle, un nouveau progrès de l'esprit humain, une nouvelle conquête du savoir sur l'ignorance, peut agrandir l'horizon, modifier les lois d'application.

Il faut donc trouver un mécanisme qui permette au progrès social de se produire graduellement, doucement, à chaque minute, et sur tous les points à la fois, sans secousse, sans obstacle, qui permette, en un mot, à la société de se développer, comme se développe le corps humain, comme pousse la plante, par une assimilation incessante et complète de tous les éléments de vie, de force et d'amélioration.

Ce mécanisme ne peut être l'Etat, même ouvrier, réglant autoritairement, en tant qu'Etat, l'organisation du travail et la constitution économique de la société.

Ce mécanisme ne peut être que l'*Autonomie fédérale* conviant les travailleurs, les intéressés, les groupes naturels rentrés dans leur liberté d'action, à trancher toutes les questions qui les touchent, et à se solidariser au mieux des intérêts généraux et particuliers.

L'*Etat bourgeois* est votre ennemi, — soit.

L'*Etat ouvrier* serait impuissant, car il serait toujours l'Etat, — c'est-à-dire la dictature, — c'est-à-dire le contraire de la liberté qui est le droit et de l'égalité qui est la justice.

Arthur ARNOULD.